



**Clingendael**

Netherlands Institute of International Relations



# Une ligne dans le sable

Feuille de route pour une gestion de la migration durable à Agadez

**Fransje Molenaar**  
**Anca-Elena Ursu**  
**Bachirou Ayouba Tinni**  
**Anette Hoffmann**  
**Jos Meester**

**CRU Report**



Avec l'appui de:



Netherlands Organisation  
for Scientific Research



# Clingendael

Netherlands Institute of International Relations

## Une ligne dans le sable: Feuille de route pour une gestion de la migration durable à Agadez

Fransje Molenaar  
Anca-Elena Ursu  
Bachirou Ayouba Tinni  
Anette Hoffmann  
Jos Meester

CRU Report  
Octobre 2017

## **Octobre 2017**

© Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael

Photographie de couverture: un homme à moto devant la mosquée d'Agadez © Boris Kester / traveladventures.org

Toute utilisation non autorisée des documents enfreint le droit d'auteur, et lois relatives aux marques et/ou autres lois. Si un utilisateur vient à télécharger des documents depuis le site Internet ou toute autre source connexe de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael, ou de l'Institut Clingendael, à des fins personnelles et non commerciales, l'utilisateur doit maintenir tous les droits d'auteur, marques ou mentions similaires que contient l'original ou qui figurent sur toutes copies de l'original.

Les documents qui se trouvent sur le site Internet de l'Institut Clingendael peuvent être reproduits ou affichés, distribués ou utilisés publiquement à des fins non commerciales, mais seulement en présence de la mention de l'Institut Clingendael comme en étant la source. Avant d'utiliser le logo, il convient d'obtenir la permission de l'Institut Clingendael en contactant son Service des communications à [press@clingendael.org](mailto:press@clingendael.org).

L'Institut Clingendael interdit les activités en ligne suivantes qui sont susceptibles de susciter des problèmes de contrefaçon de droits d'auteur et de marques : liens qui comportent l'utilisation non autorisée de notre logo, encadré, liens intégrés, ou métabalises, ainsi que des hyperliens ou une forme de lien dissimulant l'URL.

### **À propos des auteurs**

**Fransje Molenaar** – Chargée de recherche principale à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

**Anca-Elena Ursu** – Assistante de recherche à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael


**Bachirou Ayouba Tinni** – Doctorant à l'Université de Niamey


**Anette Hoffmann** – Chargée de recherche principale à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael


**Jos Meester** – Chargé de recherche à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

Institut Clingendael  
P.O. Box 93080  
2509 AB La Haye  
Pays-Bas

Suivez-nous sur les médias sociaux

 [@clingendaelorg](https://twitter.com/clingendaelorg)

 [The Clingendael Institute](https://www.linkedin.com/company/the-clingendael-institute)

 [The Clingendael Institute](https://www.facebook.com/theclingendaelinstitute)

Email: [cru@clingendael.org](mailto:cru@clingendael.org)

Site internet: [www.clingendael.org/cru](http://www.clingendael.org/cru)

# Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien financier reçu de NWO-WOTRO - commandé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et développé en étroite collaboration avec la plate- forme de connaissances sur la sécurité et l'état de droit (SRoL-ARF5). Nous remercions notre partenaire de recherche, le groupe de réflexion nigérien Economie Politique & Gouvernance Autonome (EPGA), son directeur, Rahmane Idrissa et les enquêteurs de l'EPGA pour leurs efforts incessants pour soutenir la conception et la distribution de notre enquête et pour leurs commentaires sur ce rapport. Les auteurs remercient également le personnel de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Niger pour leur soutien tout au long de la réalisation du projet de recherche. En particulier, nous tenons à remercier Livia Manente, Maria Veger et Lucia Anna Speh pour leurs nombreuses idées lors du processus de révision de ces rapports. La conception de l'enquête a été davantage étayée par l'expertise de Jannine van der Maat et Kars de Bruijne qui assuraient une caution scientifique. Nous remercions particulièrement Philippe Frowd, Francesco Mascini, Erwin van Veen et Megan Price, qui ont consacré du temps à nous fournir des commentaires et des suggestions. Enfin, nous sommes particulièrement reconnaissants vis-à-vis des personnes qui ont répondu à notre enquête, participé à des groupes de discussion et ont généralement démontré leur volonté de partager leurs idées sur des sujets aussi complexes.

# Table des matières

Extrait	3
Résumé analytique	4
Liste des abréviations	7
Introduction	8
1 Migration irrégulière and mesures d'atténuation de la migration	10
2 Les effets économiques défavorables	19
3 La légitimité des autorités étatiques	24
4 L'insécurité dans et autour d'Agadez	29
Conclusion	37
Annexe 1 – Méthode de recherche	38
Bibliographie	40

# Extrait

Ce rapport de synthèse présente les principaux résultats d'un projet sur l'effet de la migration et des mesures d'atténuation des migrations sur les opportunités économiques et la gouvernance locale à Agadez. En utilisant les données obtenues grâce à une enquête étendue, des discussions de groupes ciblés et des entrevues avec des informateurs clés, le rapport donne un aperçu des politiques de migration actuellement en cours dans la région et étudie leurs effets (défavorables) sur l'économie locale, la légitimité des autorités de l'État et l'insécurité. Ces informations ont été utilisées pour fournir des recommandations concrètes sur les mesures permettant aux politiques de sécurité et de l'état de droit, y compris celles liées à la reconstruction sociale et économique, de remédier à ces effets négatifs potentiels. Le fil conducteur de toutes ces recommandations est qu'Agadez possède des dépôts de capitaux économiques, sociaux et institutionnels qui peuvent être exploités dans le cadre d'une approche plus globale et ascendante de la gestion des migrations qui traite la question de la migration comme l'un des multiples défis auxquels est confrontée la région.

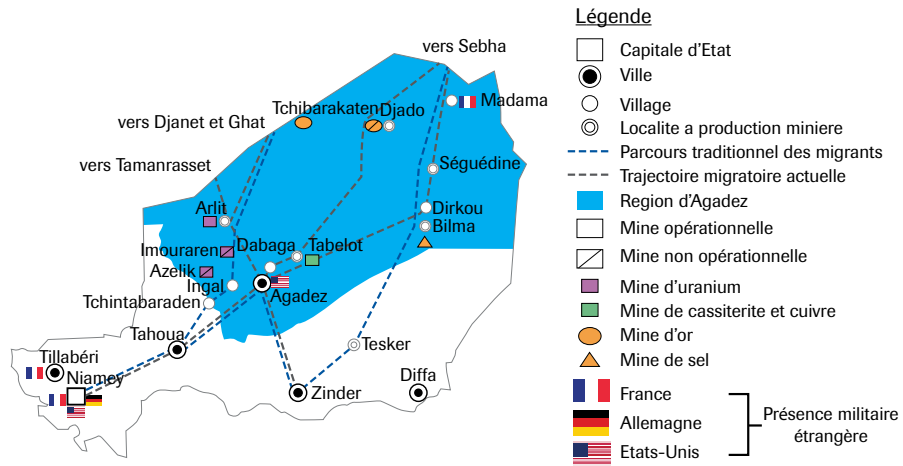


Figure 1 Présence militaire étrangère

# Résumé analytique

Fin 2016, le Niger, pays du désert du Sahel, a fait les gros titres lorsqu'il est devenu l'un des principaux partenaires de l'Union Européenne (UE) dans la lutte contre la migration irrégulière.<sup>1</sup> La mise en œuvre de mesures répressives solides – incarnées par l'arrestation de transporteurs de migrants et la confiscation de camions pick-up utilisés pour transporter des migrants à travers le désert – a entraîné une diminution substantielle des flux migratoires contrôlés traversant Agadez et vers l'Algérie et la Libye. Étant donné que l'économie de la migration est devenue un facteur économique important dans la région, non seulement elle procure des revenus supplémentaires, mais aussi garantit la demande de produits et de services dans d'autres secteurs, les questions sont alors de savoir si des alternatives économiques suffisantes ont été créées pour amortir la chute et si ces développements ont affecté la légitimité des autorités locales et la sécurité dans la région.

En réponse à la première, nous constatons que la mise en œuvre rapide de programmes de parrainage de possibilités économiques alternatives manquait encore et que le financement de ces programmes était maigre par rapport à l'investissement dans la gestion de la migration sécurisée. Ces programmes n'ont donc pas compensé les effets économiques négatifs que les politiques de migration ont eu sur la région, qui vont des pertes directes de revenus et augmentation du chômage, à la suppression de la demande en nourriture, eau et services, et à des coûts de transaction accrus. Il est surprenant que plus des deux tiers des personnes ayant répondu à l'enquête croient que la communauté d'Agadez n'a pas bénéficié des mesures d'atténuation des migrations. Une proportion similaire, cependant, croit qu'elle a bénéficié de la présence des migrants. Pour contrer cette dynamique, le rapport fournit des recommandations pour

---

1 La migration irrégulière est définie ici comme une migration effectuée par des personnes qui, en raison d'une entrée sur le territoire non autorisée, d'une infraction à une condition d'entrée ou de l'expiration de leur visa, n'ont pas de statut juridique dans le pays de transit ou d'accueil. Malakooti, A. 2015. *Migration Trends Across the Mediterranean*, Paris, Altai Consulting et l'OIM. Les flux migratoires irréguliers intègrent les «mouvements temporaires et réversibles» [migration circulaire], «migration à long terme» et «migration forcée [réfugiés]». Guilmo, CZ et Sandron F. 2003. *Migration et développement*, Paris, La Documentation Française. La majorité des migrants à Agadez sont des migrants réguliers d'Afrique de l'Ouest qui voyagent librement dans le cadre du protocole de la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest). Néanmoins, les débats entourant la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants ont mis en évidence ces migrants en tant que migrants irréguliers. Juridiquement parlant, la migration devient irrégulière uniquement lorsque les citoyens de la CEDEAO traversent la frontière avec la Libye et l'Algérie sans documents de voyage valides.

des politiques concrètes qui permettent une promotion rapide des activités génératrices de revenus et d'entreprises, des investissements dans un environnement économique propice et la conception de politiques de développement du secteur privé sensibles aux conflits.

En outre, le rapport montre que la communauté d'Agadez est de plus en plus frustrée par les autorités politiques locales qui sont perçues comme travaillant au profit de l'UE plutôt que de leur propre population. Il s'agit d'un développement inquiétant parce que les résultats de notre enquête montrent que les autorités de l'État n'inspirent déjà pas la confiance des habitants—surtout par rapport aux autorités traditionnelles et religieuses telles que les anciens de la communauté, les imams ou le sultan. En reconnaissant la nécessité de prendre des mesures, les autorités locales ont récemment soutenu un plan visant à financer les petits projets économiques pour les habitants d'Agadez qui travaillaient dans l'industrie de la migration - le soi-disant Plan de reconversion. Le plan, toujours dans sa phase de démarrage, a entraîné un certain mécontentement car il n'y avait pas suffisamment de fonds disponibles pour financer toutes les propositions soumises. Un succès rapide garanti pour renforcer la légitimité des autorités locales serait de les aider à obtenir suffisamment de fonds pour l'ensemble du plan de reconversion. En outre, le rapport souligne plusieurs initiatives locales qui pourraient être soutenues car elles offrent des possibilités de développement ou renforcent la légitimité des institutions de l'État: a) prendre contact avec des mécanismes consultatifs locaux pour planifier les interventions dans la région; b) investir dans la décentralisation et la prestation de services; c) contacter les partenaires communaux pour disséminer les informations sur les spécificités des politiques (de migration) internationales; et d) investir dans l'élaboration d'un plan de reconversion sensible aux conflits et durable.

Enfin, il a été suggéré que les éventuelles réclamations résultant de la contrainte économique, comme ce que la région d'Agadez connaît actuellement, peuvent créer de graves risques de conflit et contribuer à de nouvelles rébellions ou à la propagation d'un extrémisme violent. L'étude constate qu'Agadez est relativement stable pour l'instant, mais que la région connaît une augmentation de l'insécurité à différents niveaux. Les migrants sont de plus en plus soumis à des voyages plus clandestins et coûteux, mais également plus enclins aux violations des droits de l'homme et aux difficultés. L'insécurité s'étend également à la population d'Agadez, étant donné que de nombreux jeunes hommes armés se sont engagés dans le banditisme pour répondre à leurs besoins économiques directs, n'ayant plus d'autres moyens de gagner leur vie. À ce jour, les résultats de ces enquêtes montrent que la combinaison de difficultés économiques accrues, d'injustices socioéconomiques et d'insécurité croissante n'a pas abouti à l'émergence de conflits intergroupes. Néanmoins, les facteurs de risque indiquent qu'une attention particulière doit être portée pour aller vers une gestion des migrations sensible aux conflits dans la région. À cette fin, les recommandations sur ces politiques proposent des moyens d'investir dans la sécurité des communautés et des migrants,



d'investir dans la gestion du conflit ascendant et de concevoir des interventions migratoires afin qu'elles contribuent à prévenir et à contrer l'extrémisme violent.

En conclusion, les investissements de l'UE pour la gestion des migrations dans la région n'ont pas amélioré le statut économique de ceux qui vivent à Agadez. Cela est regrettable étant donné que, malgré ses nombreuses difficultés, Agadez dispose également de dépôts de capitaux économiques, sociaux et institutionnels qui pourraient être exploités dans le cadre d'une approche plus globale et ascendante du développement, de la gestion des migrations et de la sécurité dans la région. Une telle approche obligerait la communauté internationale à élargir son point de vue et à enlever ses œillères qui la concentre sur l'arrêt des migrations et de passer à une approche plus holistique et sensible aux conflits dans laquelle la migration est abordée comme l'un des nombreux processus sociétaux tels que le développement, le renforcement des institutions, les efforts de stabilisation et la prévention ou la lutte contre l'extrémisme violent. Ce n'est que de cette façon que les politiques de migration deviennent vraiment durables à long terme.

# Liste des abréviations

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
CFA	Communauté Financière d'Afrique
COCORAT	Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale
CEV	Lutte Contre l'Extrémisme Violent
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EPGA	Economie Politique et Gouvernance Autonome
EUTF	Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
ODI	Overseas Development Institute
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
PAEIRA	Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PEV	Prévention de l'Extrémisme Violent
UE	Union Européenne
USAID	United States Agency for International Development
XOF	Code de la devise d'Afrique de l'Ouest de l'Organisation Internationale de Normalisation

# Introduction

La migration a toujours été une source de revenus pour la région d'Agadez au Niger, longtemps à l'intersection des routes commerciales et des voyages de nomades.<sup>2</sup> Pourtant, ces dernières années, Agadez est devenue un point de transit infâme pour les flux de migration mixte transsaharienne. Selon la Matrice du suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 333,891 migrants ont voyagé à travers Agadez pour aller en Algérie et en Libye en 2016 seulement.<sup>3</sup> L'afflux de personnes et de capitaux a alimenté une économie migratoire florissante, englobant un large éventail d'acteurs, de réseaux et d'activités économiques licites et illicites liés au transport de personnes à travers la région et à travers les frontières. Les opportunités économiques liées à l'industrie de la migration ont offert des emplois et des revenus dans une région où de nombreuses alternatives économiques avaient disparu au cours de la dernière décennie.<sup>4</sup> Ce revenu supplémentaire, à son tour, s'est traduit par une demande de produits et de services dans d'autres secteurs, ce qui a entraîné des investissements et une croissance économique locale dans son ensemble. Il a même été suggéré que les avantages économiques offerts par l'industrie de la migration constituent un antidote efficace pour endiguer la radicalisation qui se répand dans le Sahel.<sup>5</sup>

Fin 2016, la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants a entraîné des changements substantiels dans l'économie migratoire.<sup>6</sup> L'arrestation de plus de 282 conducteurs et opérateurs de ghettos (les responsables des résidences privées sécurisées où les migrants sont logés pendant leur séjour à Agadez), combinée à la confiscation d'au moins 169 camions pick-up utilisés pour transporter les migrants à

---

2 Commune Urbaine d'Agadez. 2016. 'Rapport de la Table-ronde sur la problématique de la migration dans la commune urbaine d'Agadez,' Octobre, 23.

3 Organisation Internationale pour les Migrations. 2016. 'Statistical Report, Niger Flow Monitoring Points (FMP),' Décembre.

4 De telles opportunités économiques étaient visibles dans les secteurs du transport, de l'hôtellerie, de l'appel et du secteur bancaire.

5 Molenaar, F. 2016. 'Irregular migration and human smuggling networks in Niger,' CRU Report, The Hague, Clingendael.

6 République du Niger. 'Loi 2015-36 Relative au Trafic Illicite de Migrants' (ci-après « loi relative au trafic illicite de migrants »).

travers le désert<sup>7</sup> a entraîné une diminution estimée de 75 pour cent des flux migratoires sortants contrôlés par l'OIM au premier semestre 2017.<sup>8</sup> Les questions concernant les effets de l'arrêt d'une importante source de revenus, pour l'économie et la population d'une région déjà volatile, restent sans réponse. En outre, il a été suggéré que les éventuelles injustices résultant d'une telle contrainte économique pourraient créer de graves conflits – et même créer une nouvelle rébellion ou contribuer à la propagation de l'extrémisme violent du Tchad, du Mali, de la Libye et de l'Algérie voisins au Niger. Il n'est pas clair dans quelle mesure ces dynamiques avancent actuellement à Agadez.

Ce rapport de synthèse fait partie d'un effort de recherche plus large afin de donner un aperçu de l'effet de la migration et des mesures d'atténuation des migrations sur les opportunités économiques et la gouvernance locale à Agadez. Les deux rapports complémentaires, intitulés [Migration et marchés à Agadez: Alternatives économiques à l'industrie migratoire](#) et [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#) permettent d'analyser plus en détail les opportunités économiques et la gouvernance locale de la région et peuvent être consultés pour obtenir des informations générales et les recommandations plus détaillées qui s'appliquent à chacun de ces thèmes. Ce rapport résume les principaux résultats de l'étude.<sup>9</sup> Les sections suivantes donnent un aperçu des mesures d'atténuation de la migration mises en œuvre dans la région et étudient leurs effets (défavorables) sur l'économie locale, la légitimité des autorités de l'État et l'insécurité dans la région. Des recommandations sur des mesures concrètes peuvent permettre aux politiques de sécurité et de l'état de droit, y compris celles liées à la reconstruction sociale et économique, de capitaliser ou d'atténuer ces effets. Le fil conducteur de toutes ces recommandations est qu'Agadez possède des dépôts de capitaux économiques, sociaux et institutionnels qui peuvent être exploités dans le cadre d'une approche plus globale et ascendante du développement qui traite la question de la migration comme l'un des multiples défis auxquels la région est confrontée.

---

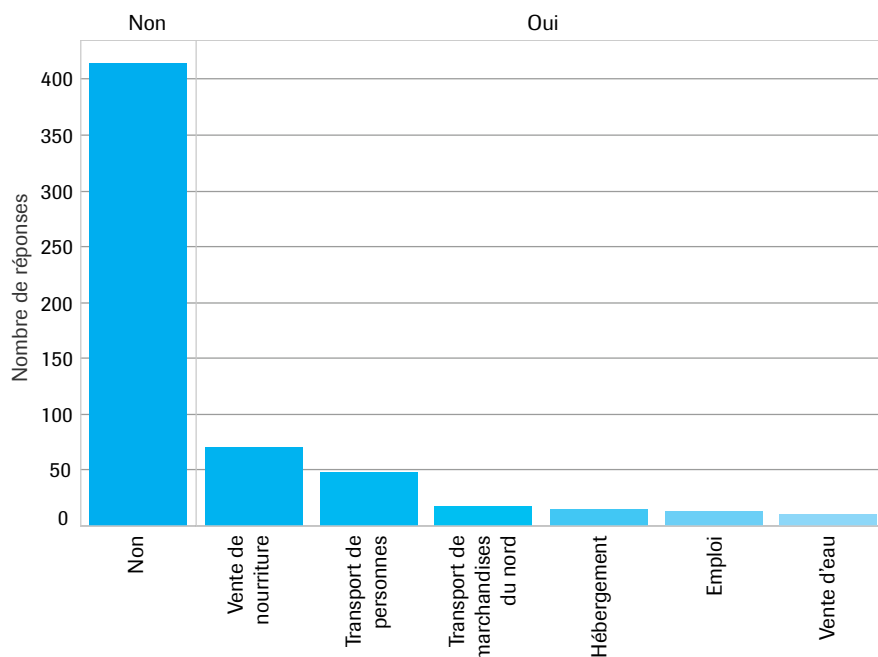
7 En outre, au moins neuf gendarmes ont été arrêtés pour corruption liée aux migrations. Les données sont disponibles pour la période allant de juillet à la mi-octobre 2016 et de janvier à août 2017. Les chiffres réels peuvent donc être plus élevés car aucune donnée n'est disponible pour la mi-octobre à décembre 2016. Voir: Commission européenne. 2016. "Communication from the Commission to the European Parliament, the European Council and the Council: Second Progress Report: First Deliverables on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration", Décembre; Commission européenne. 2017. "Report from the Commission to the European Parliament, the European Council and the Council: Fifth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration", Juin.

8 Organisation Internationale pour les Migrations. 2017. 'Rapport sur les points de suivi des flux de population – Niger,' Mai. Étant donné que l'industrie de la migration est devenue clandestine, ce chiffre ne tient pas compte des migrants qui voyagent maintenant sur les routes clandestines qui contournent Agadez.

9 Nous invitons les lecteurs à explorer plus à fond les données d'enquête avec l'aide de notre [bord interactif](#).

# 1 Migration irrégulière and mesures d'atténuation de la migration

Le territoire nigérien – qui couvre 1 267 000 km<sup>2</sup> et est frontalier avec la Libye, l'Algérie, le Nigéria, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad—est un lieu stratégique dans le couloir migratoire transsaharien. Les estimations prudentes suggèrent que, depuis 2000, quelque 100 000 migrants en direction du nord transitent par le Niger chaque année, et que 2016 a connu un pic de 333 891 migrants.<sup>10</sup> L'augmentation constante du nombre de migrants, entraînée par la chute de Kadhafi et l'ouverture de la route libyenne en Europe, a abouti à une industrie domestique florissante qui facilite les flux migratoires. En effet, les données d'enquête indiquent que la facilitation de la migration contribue au revenu du ménage d'au moins un tiers des personnes interrogées.<sup>11</sup>



**Figure 2 Contribution économique du migration au revenu des ménages**

10 Organisation de Coopération et de Développement Économiques. 2008. *Interview avec Mr. Guy-Michel Bolouvi*. Paris; Benattia, T., et al. 2015. *Irregular Migration Between West Africa, North Africa and the Mediterranean*, Paris, Altai Consulting; Organisation Internationale pour les Migrations, 2016, *op. cit.*

11 See appendix 1 for a discussion of the research methodology.

La migration de, vers et à travers le Niger est un phénomène séculaire qui ne peut être bien compris qu'en prenant en compte le patchwork géographique, culturel et économique étroitement entrelacé qui constitue la plus grande région du Sahel et du Sahara. Les frontières postcoloniales dans des pays comme le Mali, le Niger, la Libye, le Tchad et le Soudan coupent les clans et les groupes ethniques<sup>12</sup> Les réseaux ethniques et de parenté dans toute la région ont contribué au développement des réseaux de migration et de commerce qui ont fourni d'importantes opportunités économiques.<sup>13</sup> Pour faire face aux défis climatiques de la région, tels que les variations des précipitations, la sécheresse cyclique et de la désertification croissante, les communautés pastorales et sédentaires du Sahara et du Sahel ont développé diverses stratégies d'adaptation. La migration interne et transfrontalière et le commerce entre les communautés de la région ont atténué les chocs les plus sévères sur les moyens de subsistance des populations.<sup>14</sup> La mobilité continue de marquer aujourd'hui l'économie d'Agadez. En effet, lorsqu'on leur a demandé les trois sources de revenus les plus importantes pour leur ménage et leur communauté, la plupart des personnes interrogées ont choisi des industries basées sur la mobilité telles que le commerce, l'élevage, le transport de personnes et le transport de marchandises.<sup>15</sup>

---

12 Au Niger, ces groupes constituaient une minorité dans l'état nouvellement créé et une minorité politique et économique défavorisée en raison de leur emplacement sur les franges du désert. Le gouvernement nouvellement indépendant a généralement accordé peu d'attention au développement social et économique du nord et aux communautés qui y résident.

13 Initialement développés autour du commerce à longue distance, ces réseaux ont de plus en plus recours à la contrebande de produits subventionnés en provenance d'Afrique du Nord et à des produits illicites tels que des cigarettes et des marchandises contrefaites, des armes et de la drogue. Sandor, A. 2016. '4x4s,' in: *Making Things International: Catalysts and Reactions*, ed. Salter, M., Minneapolis, University of Minnesota Press, 338–356; Brachet, J. 2012. 'Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to and through the Central Sahara,' dans: *Saharan Frontiers: Space and Mobility in Northwest Africa*, eds. Scheele, J. and McDougall, J., Bloomington, Indiana University Press.

14 Tinti, P. and Reitano, T. 2016. *Migrant, Refugee, Smuggler, Saviour*, London, Hurst, 149; Brachet, J., *op. cit.* C'est le cas en particulier pour le Niger, qui «dépendait depuis longtemps des économies voisines comme source d'emploi», de sorte que «tous ses voisins abritent des populations importantes de la diaspora nigérienne». Tinti, P. and Reitano, T. *id.*, 155.

15 Les taxis constituaient une catégorie de réponses différente.

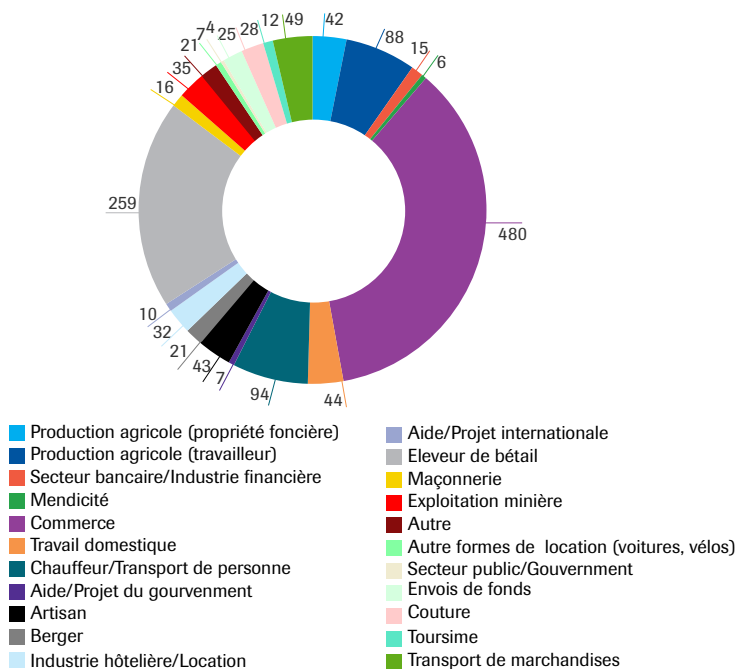


Figure 3 Les trois principales sources de revenus pour les ménages

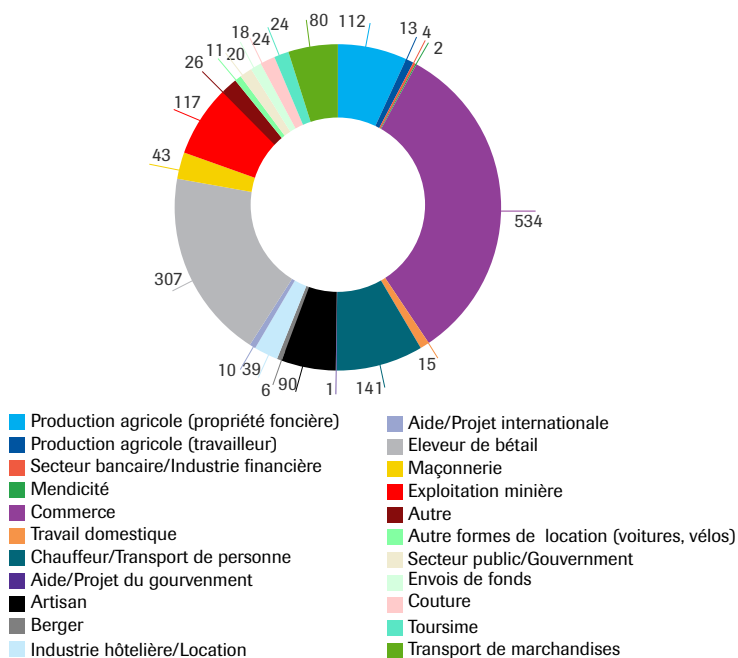


Figure 4 Les trois principales sources de revenus pour la communauté

Deux développements en 2016 ont changé le visage de l'économie d'Agadez. Tout d'abord, le gouvernement nigérien a délivré des permis miniers formels aux entreprises chinoises, nigériennes et soudanaises en janvier 2016 et a ensuite autorisé les sites miniers informels de Djado. L'exploitation de ces sites a stimulé un processus important de croissance économique depuis 2014, créant une demande de produits et de services aussi divers que les produits agricoles de base et l'eau, et les services de transport et de protection pour couvrir la longue route vers et depuis les sites miniers, ainsi que l'équipement minier, les véhicules et les armes.<sup>16</sup> Deuxièmement, depuis septembre 2016, le gouvernement nigérien a mis en œuvre la loi relative au trafic illicite de migrants criminalisant les passeurs de migrants d'Agadez vers l'Algérie et la Libye. En particulier, cette politique a porté sur l'arrestation de passeurs, la fermeture de «ghettos» et la confiscation des camions utilisés pour transporter des migrants à travers le désert. Les migrants et les passeurs ont donc eu beaucoup plus de difficultés à quitter Agadez et à traverser les villes de transit du nord d'Arlit et Séguédine, non seulement vers la Libye ou l'Algérie, mais aussi de la Libye et l'Algérie vers la ville d'Agadez.<sup>17</sup>

La mise en œuvre effective par l'État nigérien de la loi relative au trafic illicite de migrants a surpris tous les protagonistes. Les experts ont prédit que les fonctionnaires nigériens manquaient à la fois de la volonté et de la capacité institutionnelle de faire la guerre contre la traite des êtres humains, mais les autorités de la région d'Agadez semblent avoir adopté la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants comme étant la seule chose à faire.<sup>18</sup> Cependant, plusieurs autorités locales croient que la loi est mise en œuvre de manière sélective et qu'elle viole le droit à la libre circulation des citoyens d'Afrique de l'Ouest dans toute la région d'Agadez, codifiée dans les statuts de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest).<sup>19</sup> Dans la pratique, les camions remplis de migrants sont appréhendés alors qu'ils quittent la ville d'Agadez malgré le fait que la frontière soit située à quelque 800 kilomètres au nord. Cela entache la vision de l'état de droit soutenu par l'Occident dans la région.

---

16 Pellerin, M. 2017. 'Beyond the "Wild West." The Gold Rush in Northern Niger,' Briefing Paper, Small Arms Survey, Genève.

17 Entretien personnels avec des passeurs 1, 2, 3. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

18 Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen F. 2017. 'Turning the Tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya,' CRU Report, The Hague, Clingendael, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/turning\\_the\\_tide.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/turning_the_tide.pdf) (consulté en Septembre 2017); Tinti, P. and Westcott, T. 2016. 'The Niger-Libya corridor. Smugglers' perspectives,' Institute for Security Studies. Cependant, il existe une frustration quant au fait que la politique de migration n'est mise en œuvre que dans Agadez.

19 Entretien personnel avec les membres des autorités municipales 1 et les représentants du Conseil régional 4 et 5. Diallo, M.I. 2017. 'Agadez: Des élus locaux expriment leur ras-le-bol,' *NigerDiaspora*, 27 Mars.



### Encadré 1 La liberté de mouvement de la CEDEAO<sup>20</sup>

En 1979, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté le «Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement». Le Protocole autorisait les droits des citoyens de la CEDEAO d'entrer, de résider et d'établir des activités économiques sur le territoire des Etats membres. En ouvrant la voie à la mobilité régionale, le Protocole définit une approche en trois étapes: l'abolition des visas et l'octroi du droit de résidence et du droit d'établissement. À ce jour, seule la phase 1 a été entièrement adoptée. En 2000, la CEDEAO a introduit un passeport qui exempte les citoyens du visa intrarégional. En vertu du Protocole, les véhicules sont autorisés à entrer et à résider dans un état membre jusqu'à quatre-vingt-quinze jours respectivement pour faciliter le mouvement privé et commercial des personnes.

Les rapports récents de DTM montrent une diminution de 75 pour cent des flux migratoires vers le nord, contrôlés par l'OIM, qui est passé de 116 347 (février-mai 2016) à 30 218 (janvier-mai 2017).<sup>21</sup> L'arrestation de plus de 282 conducteurs et opérateurs de ghetto, combinée à la confiscation d'au moins 169 camions pick-up utilisés pour transporter des migrants dans le désert a contribué à ce développement.<sup>22</sup> En effet, les anciens passeurs indiquent que le risque d'être arrêté a été si élevé qu'ils préféreraient quitter l'industrie.<sup>23</sup> Dans un récent rapport de la Commission européenne sur l'Agenda européen en matière de migration, le Niger est donc présenté comme emblématique de ce qui peut être réalisé avec un pays de transit dans le cadre du Partenariat.<sup>24</sup>

L'UE a joué un rôle essentiel dans cette diminution des flux de migration contrôlée. L'UE et ses États membres ont financé et facilité la mise en œuvre d'un plan d'action à court terme pour contrer les réseaux de passeurs de migrants dans la région d'Agadez, qui reposait sur les dispositions légales codifiées dans la loi relative au trafic illicite

---

20 Adepjou, A., Boulton, A. and Levin, M. 2010. 'Promoting integration through mobility: Free movement under ECOWAS,' Research Paper No. 150, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

21 Organisation Internationale pour les Migrations, 2017 (May), *op. cit.* Ce chiffre ne tient pas compte des migrants qui voyagent maintenant sur les routes clandestines qui contournent Agadez.

22 See *supra* note 7.

23 Discussions de groupes avec les anciens passeurs et entretien avec le Chef de la Commission Prestataires. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

24 Commission Européenne. 2017. 'Quatrième rapport d'avancement relatif au cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration', Juin, Strasbourg, [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/4th\\_progress\\_report\\_partnership\\_framework\\_with\\_third\\_countries\\_under\\_european\\_agenda\\_on\\_migration.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/4th_progress_report_partnership_framework_with_third_countries_under_european_agenda_on_migration.pdf) (consulté en Septembre 2017).

de migrants.<sup>25</sup> Au cours de l'année 2016, l'UE a également soutenu l'élaboration d'une stratégie nationale à plus long terme pour lutter contre la migration irrégulière.<sup>26</sup> En outre, le mandat de la mission de politique de sécurité et de défense commune civile EUCAP Sahel a été élargi depuis mai 2015 pour soutenir les institutions et forces de sécurité nigériennes (la police, la gendarmerie, la garde nationale et les forces armées) pour renforcer l'état de droit et les capacités nigériennes à aborder la migration irrégulière. Une antenne EUCAP a été ouverte à Agadez depuis avril 2016 pour former les forces de sécurité nationales pour dissuader le trafic d'êtres humains.<sup>27</sup>

Ces efforts soutenus par l'UE reflètent l'agenda migratoire global de l'UE, qui – comme nous l'affirmons ailleurs – met fortement l'accent sur les mesures de sécurité telles que les opérations anti-trafic et le contrôle des frontières.<sup>28</sup> L'UE elle-même reconnaît néanmoins que le succès récent dans la lutte contre le trafic de migrants a créé la nécessité de «soutenir des alternatives économiques viables pour la population de la région d'Agadez, afin de compenser les recettes provenant des activités illégales».<sup>29</sup> La salve financière pour financer de tels efforts est disponible dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et le phénomène des personnes déplacées en Afrique (EUTF). A ce jour, l'EUTF a investi dans deux grands projets qui soutiennent des alternatives économiques viables dans la région: un effort agricole mis en œuvre par l'Agence française de développement et un autre effort visant l'inclusion socioéconomique des jeunes mis en œuvre par l'Agence de Coopération luxembourgeoise pour le développement. Étant donné que les deux projets devaient commencer leurs opérations à la fin de 2016 et qu'ils encore en cours d'établissement, leur impact prendra du temps pour devenir visible dans la région.<sup>30</sup>

---

25 Ajouté à l'ordonnance sur l'entrée et le séjour des étrangers et l'ordonnance de 2010 sur la lutte contre la traite des personnes (2010-86), la loi relative au trafic illicite de migrants augmente les peines d'emprisonnement et les amendes pécuniaires pour les trafiquants d'êtres humains et permet la saisie de leurs véhicules.

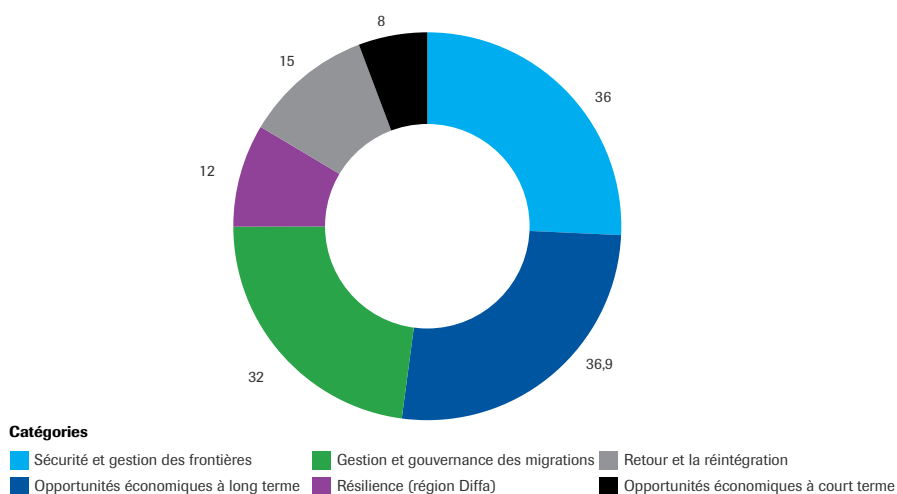
26 Au travers de la *Migration EU expertise Initiative* (MIEUX) mis en oeuvre par l'*International Centre for Migration Policy Development* (ICMPD). Cette stratégie répond à la migration irrégulière en mettant l'accent sur la gestion des frontières, 2) la prévention, 3) l'enquête, la poursuite et la protection et 4) le retour et la réintégration.

27 Commission Européenne, 2016, *op. cit.*

28 Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen F., *op. cit.*

29 Commission Européenne, 2017, *op. cit.*

30 Service européen pour l'action extérieure.2017. 'Signature d'une convention avec la HACP, et lancement de divers programmes de soutien à la région d'Agadez, dans le cadre du Fonds Fiduciaire d'urgence, Janvier, [https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/19168/signature-dune-convention-avec-la-hacp-et-lancement-de-divers-programmes-de-soutien-la-region\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/19168/signature-dune-convention-avec-la-hacp-et-lancement-de-divers-programmes-de-soutien-la-region_fr) (consulté en Septembre 2017).



**Figure 5 Répartition des financements de l'EUTF (en millions d'euros)**

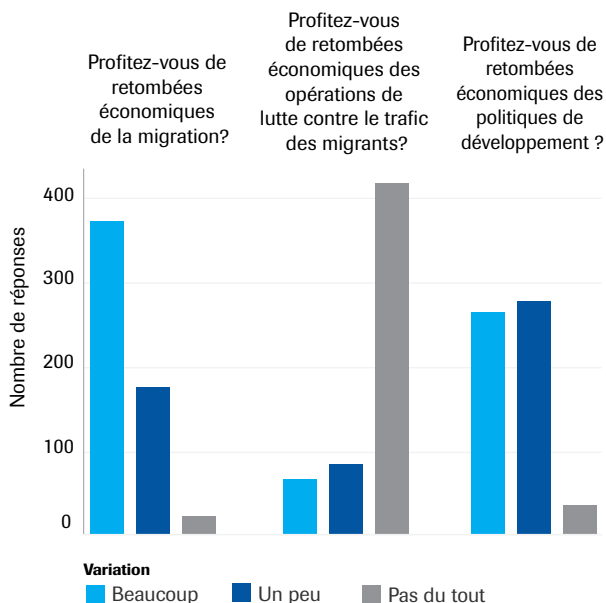
Pour assurer la matérialisation d'alternatives économiques plus immédiates, l'EUTF finance également le *Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez (PAIERA)* pour 8 millions d'euros. Deux bénéficiaires de ce financement sont l'ONG nigérienne Karkara et l'ONG italienne CISP (Comité international pour le développement des peuples) qui ont mis en place des programmes économiques à Agadez.<sup>31</sup> Le financement disponible pour faire face aux effets économiques directs des politiques migratoires constitue 5.8 pour cent du financement disponible dans le cadre de l'EUTF et est pale par rapport au montant dépensé pour les mesures favorisant la gestion des migrations et les actions de maintien de l'ordre.<sup>32</sup> Ces dernières mesures bénéficient en outre d'un financement dans le cadre de la mission EUCAP Sahel et du financement de projets régionaux.<sup>33</sup>

31 Commission Européenne, 2016. 'Document d'action du Fonds fiduciaire de l'UE Identification - Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez(PAIERA),' Décembre, [https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/action-document-tunisie-action-fiche-20161216\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/action-document-tunisie-action-fiche-20161216_fr.pdf) (consulté en Septembre 2017). L'ONG Karkara dirige le Projet d'Appui à la Stabilité Socio-économique dans la Région d'Agadez et le CISP dirige le Projet d'intégration économique et sociale des jeunes, Emploi pour le Patrimoine d'Agadez.

32 Le programme de «gestion durable des conséquences de l'évolution des flux migratoires» de GIZ constitue un effort ascendant qui a mis en place des comités d'observatoire communaux dans toute la région d'Agadez pour articuler les besoins de développement direct. Entretien personnel avec le directeur du programme GIZ. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

33 Ministerie van Buitenlandse Zaken. 2017. 'Antwoorden van de Minister van Buitenlandse Zaken, mede namens de staatssecretaris van Veiligheid & Justitie en de Minister voor Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, op vragen van de leden Van Dijk en Karabulut (SP) over migratie via Niger' [Réponses du Ministre des Affaires étrangères, en partie au nom du secrétaire d'État à la sécurité et à la justice et du Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, aux questions des membres de Van Dijk en Karabulut (SP) concernant la migration via le Niger], Septembre.

Compte tenu du financement limité disponible pour investir dans des alternatives économiques rapides à l'industrie de la migration, combiné au fait que de nombreux projets de développement socioéconomique à plus long terme sont caractérisés par de longues phases de démarrage qui impliquent de multiples études d'évaluation et nécessitent encore plus de temps pour que leurs effets se matérialisent, il n'est pas surprenant que plus des deux tiers des personnes interrogées durant cette enquête (71 pour cent) considèrent les mesures anti-traffic comme nocives pour la communauté d'Agadez.



**Figure 6 Retombées économiques de la migration, des opérations de lutte contre le trafic des migrants et des politiques de développement**

Cette constatation est particulièrement frappante à la lumière d'une autre information, que près des deux tiers (65 pour cent) croient que la communauté d'Agadez bénéficie considérablement des dividendes économiques de la migration et que seulement 44 pour cent disent la même chose concernant les programmes de développement international.<sup>34</sup>Un membre d'ONG travaillant à Agadez a confirmé que, pour le moment, les organisations de développement international elles-mêmes sont les principales

34 Les résultats de l'enquête révèlent que seulement 15 pour cent des personnes interrogées feraient appel aux services d'ONG locales et internationales pour obtenir de l'aide, et plus de 35 pour cent pensent que les ONG ne pourraient pas les aider.

bénéficiaires de l'argent du développement mis à la disposition d'Agadez.<sup>35</sup> D'une manière plus générale, le sentiment tout au long des entrevues qualitatives était que la mise en œuvre de politiques anti-migrations n'a pas été accompagnée de la création d'alternatives économiques réelles pour la région.

À ce jour, la majorité des interventions liées à la migration dans la région d'Agadez ont donc mis l'accent sur le démantèlement de l'industrie de la migration sans mettre en place des alternatives économiques substantielles à court terme. Comme le reste du rapport l'indique, cette situation a entraîné un nouveau déclin des opportunités économiques dans un contexte déjà caractérisé par un faible niveau de légitimité de l'autorité de l'État ainsi que par des problèmes d'insécurité. Le rapport propose des recommandations concrètes pour résoudre ces problèmes et veiller à ce que la collaboration du Niger dans le domaine de la migration irrégulière aboutisse à des avantages tangibles pour les communautés qui sont aujourd'hui touchées par l'agenda migratoire de l'UE.

---

35 Entretien personnel avec une organisation partenaire de mise en oeuvre. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

## 2 Les effets économiques défavorables

Alors que plusieurs secteurs économiques clés de la région (tourisme, artisanat et extraction d'uranium) ont diminué au cours de la dernière décennie, un essor de l'industrie de la migration et de l'or a été une chance pour la région d'Agadez. L'industrie de la migration a offert des emplois directs à plus de 6 000 personnes et apparemment des revenus indirects à plus de la moitié des ménages d'Agadez.<sup>36</sup> Pourtant, en 2017, les flux migratoires ont commencé à se déplacer autour plutôt qu'à travers la ville, après la loi relative au trafic illicite de migrants criminalisant le trafic de migrants d'Agadez vers l'Algérie et la Libye. Étant donné que les gisements aurifères de surface sont devenus faibles et que les sites de mines d'or ont également été fermés, les opportunités économiques dans la région sont devenues de plus en plus minces.

Les effets économiques négatifs des mesures d'atténuation des migrations ne se limitent pas seulement aux trafiquants d'êtres humains, bien que les conducteurs et les opérateurs de ghettos soient les principales cibles des arrestations policières. D'autres retombées économiques sont également visibles pour les compagnies de bus qui ont transporté des migrants de la capitale à Agadez, qui ont dû renvoyer 75 pour cent de leur personnel en raison de la baisse de la demande.<sup>37</sup> La demande découlant de la consommation des migrants et des passeurs a diminué, ce qui a entravé la vente de nourriture et d'eau, ainsi que la demande de services tels que les taxi-motos, les transports en commun et les transferts d'argent.<sup>38</sup> Le chômage augmente car les jeunes travaillant dans les bas échelons de l'industrie de la migration la quittent en réponse au risque accru associé à la facilitation des migrations. En outre, de nombreuses personnes employées dans l'économie informelle, qui ont bénéficié auparavant de la consommation des migrants, ont perdu leurs revenus.

Le commerce et d'autres filières s'appuyant sur des biens importés tels que le ciment, l'acier et le bois provenant de pays voisins, à savoir le Nigéria, font également face à de plus en plus de difficultés car les coûts de transaction et, par extension, les prix augmentent. Les propriétaires d'ateliers de la zone industrielle d'Agadez signalent que les points de contrôle à l'entrée d'Agadez sont devenus plus importants pour

---

36 Selon les estimations recueillies auprès d'experts lors d'un travail sur le terrain à Agadez.

37 Entretien personnel avec des représentants Rimbo. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

38 Discussions de groupes avec les femmes entrepreneurs, les motocyclistes et les jeunes. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

leurs fournisseurs au cours des derniers mois et que le temps d'attente et les frais de facilitation augmentent. Face à la faiblesse du pouvoir d'achat local, les artisans ont peu de marge pour répercuter les coûts de transaction accrus dans le prix des produits; leurs marges bénéficiaires ont atteint un bas niveau. En outre, et compte tenu de l'insécurité croissante dans la frontière nord du Niger, le transfert des entreprises et de la technologie des entreprises libyennes a également ralenti. Plus bas sur la route, dans les étapes tels que Dirkou et Séguédine, les effets économiques sont susceptibles d'être encore plus importants, compte tenu de l'itinéraire actuellement exécuté passant maintenant par Tabelot.<sup>39</sup>

Les risques et les coûts sont accentués par une augmentation du banditisme le long des routes de transport (développé en détail dans la section suivante), entraînant des paiements supplémentaires, la confiscation de biens et équipements et même des enlèvements.<sup>40</sup> La corruption étant courante et la loi sur les migrations utilisée comme prétexte pour extorquer des quantités encore plus élevées de pots-de-vin, l'argent est de plus en plus extrait de l'économie productive. Parmi ces développements, la majorité des personnes interrogées dans l'enquête (48 pour cent) indiquent qu'elles s'attendent à gagner moins dans un proche avenir. Seulement 28 pour cent s'attendent à augmenter leurs revenus. Lorsqu'on leur demande pourquoi elles s'attendent à gagner moins, les personnes interrogées disent que moins d'argent afflue dans la ville, que la croissance de la population devrait porter atteinte aux gains et que les mauvaises politiques étatiques ou internationales auront une incidence sur leurs moyens de subsistance.

---

39 Entretien personnel avec Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, Juin; Entretien personnel avec les passeurs 1, 2, 3. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

40 Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. 2016. 'Shattered dreams: Returning migrants in Agadez tell their stories,' June, <http://www.unocha.org/story/shattered-dreams-returning-migrants-agadez-tell-their-stories> (consulté en Septembre 2017).

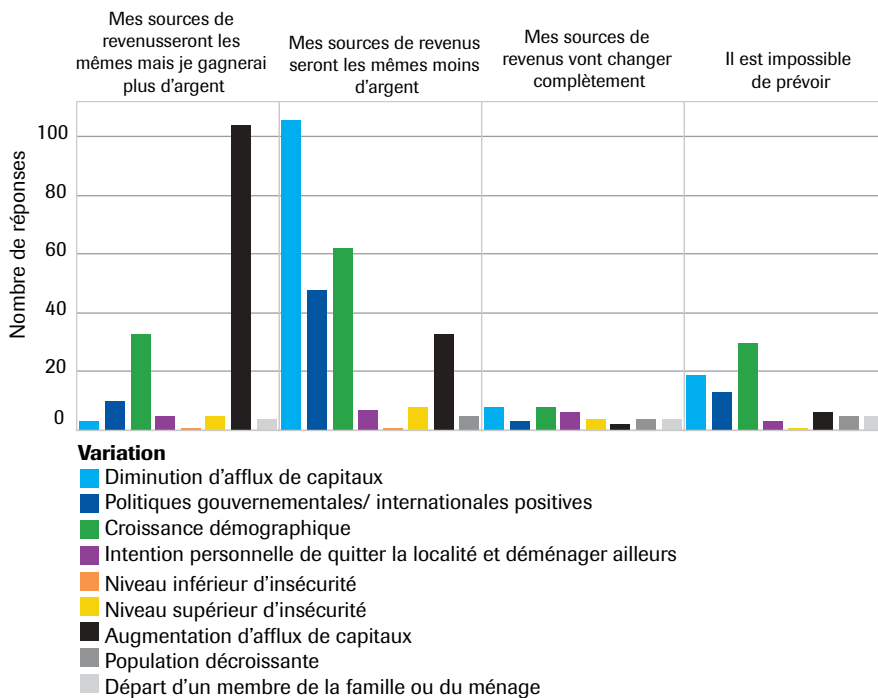


Figure 7 Futurs revenus escomptés

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe aucun secteur de croissance. Le marché de la protection privée connaît une demande croissante et bénéficie de la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée et de l'équipement des conducteurs qui travaillaient dans l'industrie de la migration.<sup>41</sup> Un autre secteur qui se porte bien est l'hospitalité, qui s'adresse de plus en plus au personnel des ONG et aux journalistes qui visitent la région pour des missions liées aux migrations. D'autres moyens de subsistance sont possibles dans l'agriculture et l'élevage, l'artisanat et les bijoux artisanaux, le commerce de petite taille, l'uranium, les mines d'or et la construction de routes. En ce qui concerne les opportunités pour les femmes en particulier, les femmes d'Agadez dominent plusieurs secteurs: comme la production traditionnelle d'artisanat, à l'exception des bijoux, elles gèrent des coopératives ayant du succès dans la transformation agricole et elles ont

41 Néanmoins, de nombreux nouveaux employés dans cette industrie considèrent ce job comme un tremplin vers d'autres emplois mieux rémunérés, tels que les mines d'or ou retrouver vers un travail lié aux migrations. Entretien personnel avec la société de sécurité privée. 2017. Agadez, Niger, Juin.



identifié les marchés potentiels de services de traitement au henné et la fabrication de tapis.<sup>42</sup>

Trois recommandations concernent l'utilisation du potentiel actuel de la région. Tout d'abord, il est essentiel de promouvoir la création d'activités et d'activités génératrices de revenus à court terme. Les mesures concrètes comprennent la réalisation d'une évaluation participative du marché, le soutien à une compétition continue de business plan, le déploiement de la construction et de la maintenance des routes et la garantie que les acteurs internationaux s'engagent localement dans l'approvisionnement. Deuxièmement, il est essentiel de travailler à un environnement économique propice à plus long terme. Les éléments clés dans ce domaine comprennent l'élaboration de la réflexion entrepreneuriale dans la région, l'élimination des obstacles empêchant l'accès aux marchés, la promotion d'une plus grande transparence et de la responsabilisation entre les grandes entreprises, l'investissement dans l'infrastructure et la possible exemption d'Agadez de l'alerte de voyage «zone rouge». Troisièmement, il est essentiel de concevoir des mesures de soutien sensibles aux conflits. Autrement dit, tout engagement dans la région devrait éviter de cibler exclusivement les acteurs impliqués dans l'économie migratoire, gérer les perceptions locales ainsi que les résultats de l'engagement et éviter de créer des distorsions sur les marchés existants.

## **Encadré 2 Les recommandations concernant les politiques de sponsorship des opportunités économiques<sup>43</sup>**

1. Promouvoir la création d'activités et d'entreprises génératrices de revenus
  - a. Investir dans des évaluations participatives du marché
  - b. Assurer le succès de la compétition continue des business plan
  - c. Utiliser la construction et l'entretien des routes pour un emploi à court terme immédiat
  - d. Veiller à ce qu'EUCAP Sahel et les agences internationales de développement produisent localement

---

42 Ces dernières activités ont l'avantage d'être compatibles avec d'autres tâches productives (agricoles) et reproductives que les femmes sont supposées effectuer.

43 Voir [Migration et marchés à Agadez: Alternatives économiques à l'industrie migratoire](#) pour une exploration plus détaillée de ces recommandations.

2. Investir dans un environnement commercial permettant l'entrepreneuriat
  - a. Inculquer la réflexion entrepreneuriale en identifiant les modèles à suivre
  - b. Supprimer les obstacles à l'accès au marché
  - c. Promouvoir une plus grande transparence et responsabilisation par le biais de grandes entreprises
  - d. Investir dans l'infrastructure
  - e. Penser à enlever la ville d'Agadez de l'avertissement de voyage négatif pour attirer des investissements étrangers
  
3. Assurer la sensibilité aux conflits
  - a. Éviter le ciblage exclusif des passeurs dans les projets de développement
  - b. Faire attention au processus et à la perception, pas seulement aux résultats et aux faits
  - c. Éviter toute forme de distorsion du marché

### 3 La légitimité des autorités étatiques

Comme indiqué, la réduction des flux de migration contrôlés d'Agadez vers la Libye et l'Algérie a contribué à limiter les opportunités économiques. Cette étude a permis de déterminer dans quelle mesure les autorités locales ont pu adoucir le déclin pour la population et dans quelle mesure les éventuelles injustices résultant de cette contrainte économique ont affecté la légitimité des institutions étatiques et internationales. Le rapport constate que la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants a opposé la population d'Agadez aux autorités locales. Les gens estiment que les autorités ont fermé l'industrie de la migration sans avoir eu d'opportunités économiques alternatives. Les gens sont également mécontents car ils s'attendaient à ce que la communauté internationale vienne avec ces opportunités, qui ne se sont pas encore matérialisées. Dans le même temps, des informations erronées sur les possibilités et les limites des projets de développement international ajoutent de l'huile sur le feu.<sup>44</sup>

Ces développements sont troublants car, comme le montrent les résultats de l'enquête, les autorités locales de l'État ne sont pas particulièrement dignes de confiance pour commencer, en particulier par rapport aux chefs traditionnels ou religieux tels que les imams, les aînés de la communauté ou le sultan. Les taux de confiance absolue varient de 31 pour cent pour les élus locaux et 35 pour cent pour les fonctionnaires à 70 pour cent pour les anciens de la communauté et 77 pour cent pour les imams. Lorsqu'on leur a demandé à qui ils s'adresseraient pour demander de l'aide, environ la moitié des personnes interrogées disent qu'ils s'adresseraient certainement aux anciens de la communauté, aux chefs traditionnels et à l'imam. Seule une minorité a déclaré qu'elle s'adresserait aux fonctionnaires (17 pour cent) et aux autorités locales élues (15 pour cent).

---

44 Entretiens personnels avec un journaliste de Radio Nomade ; le passeur 1, membre des autorités municipales 1, membre du conseil régional. 2017. Agadez, Niger, Juillet ; Discussion de groupes avec les représentants des jeunes. 2017. Agadez, Niger, Juin ; Entrevue avec une femme entrepreneur. 2017. Agadez, Niger, Juin ; Discussion de groupes avec deux groupes d'anciens passeurs. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

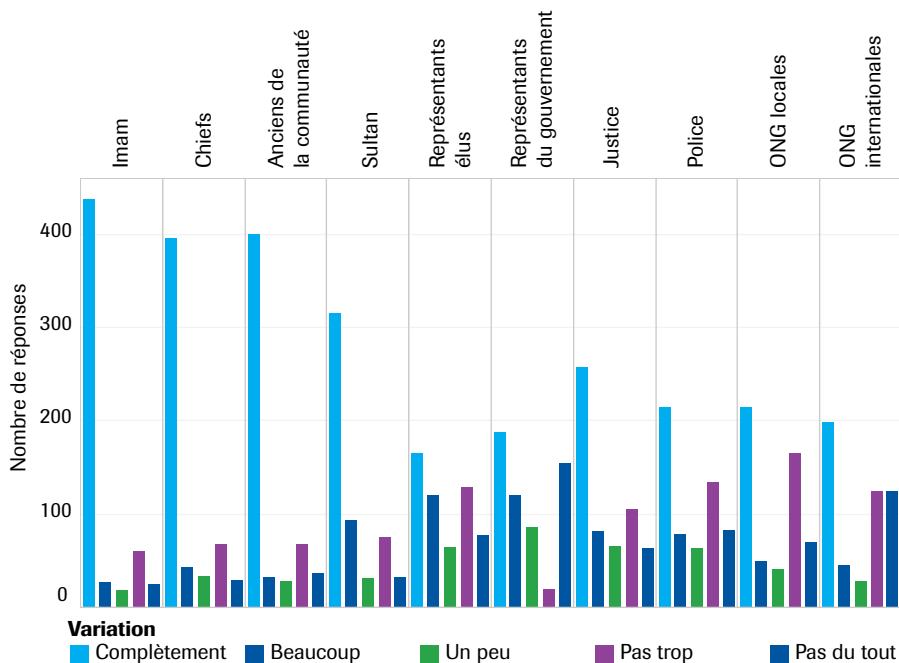


Figure 8 La confiance que la population éprouve vis-à-vis des autorités

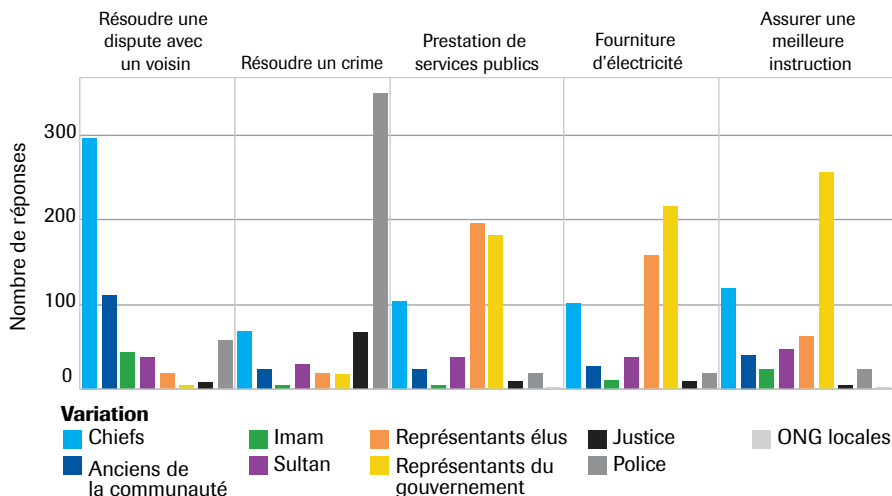


Figure 9 Les fonctions des autorités

Un facteur qui a peut-être contribué à cette situation est que la population distingue nettement l'attribution de fonctions aux différentes autorités. Bien que les autorités traditionnelles soient considérées comme plus appropriées pour la résolution des conflits, les autorités de l'État sont considérées comme responsables des prestations de services telles que l'électricité et l'éducation. Ce qui est problématique dans cette répartition, c'est que le processus de décentralisation qui a commencé au début des années 1990 n'est pas encore complet, ce qui rend difficile pour les autorités locales en particulier, de fournir efficacement des services. Ces dernières années, l'industrie de la migration a exercé une pression supplémentaire sur les prestations de services, car des centaines de milliers de migrants ont voyagé dans la région.<sup>45</sup> En conjonction avec de telles contraintes sur la gouvernance locale, la mise en œuvre des politiques migratoires a amené la population à se demander si les autorités locales élues pouvaient répondre à leurs besoins de manière significative.

### Encadré 3 Décentralisation

Sur le papier, le processus de décentralisation consiste à transférer du gouvernement central un large éventail de fonctions aux collectivités locales, telles que le développement, l'éducation, le transport, la santé, la gestion des terres et le domaine public, ainsi que l'imposition et la répartition des taxes pour bénéficier des fonds municipaux. Dans la pratique, le processus a rencontré plusieurs obstacles. Dans son plan de développement régional (PDR) 2016-2020, par exemple, le Conseil régional note que le transfert efficace des compétences et des ressources de l'État vers le niveau local a connu de sérieux retards. Selon l'analyse du conseil, cela s'explique par la pénurie de personnel qualifié dans la majorité des municipalités, la mauvaise gestion des budgets locaux ainsi que le manque de mobilisation des ressources aux niveaux local, régional et national.

Les autorités locales sont très conscientes du fait que leurs électeurs veulent qu'ils prennent des mesures pour remédier à l'impact négatif de la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants à Agadez. Au cours des derniers mois, ils ont donc adopté un plan de reconversion qui offre aux anciens passeurs un financement de démarrage pour mettre en place d'autres initiatives économiques. Étant donné que le financement n'était disponible que pour un projet pilote, la mise en œuvre du Plan de reconversion a contribué à la frustration et aux sentiments d'injustice parmi les candidats auxquels de l'argent n'a pas octroyé.<sup>46</sup> Une avancée importante serait d'étudier

---

45 Ces migrants fournissaient également des revenus locaux, mais, sous la forme de taxes des visiteurs.

46 Diallo, I. 2017. 'Agadez: La colère des acteurs de la migration,' *NigerDiaspora*, 28 August; entretien en ligne avec NGO Tamakrast. August 2017.

comment cette initiative ascendante pourrait être liée à des programmes plus larges de développement du secteur privé garantissant que les investissements entraînent la création de nouveaux secteurs économiques viables.

De manière plus générale, la légitimité des autorités d'Agadez pourrait être renforcée par des politiques qui renforcent la qualité et la responsabilité des institutions dans les zones de prestation de services. Le plan de développement régional du Conseil régional contient une liste complète des priorités à aborder au cours des cinq prochaines années.<sup>47</sup> La communauté internationale pourrait utiliser toute son influence pour sa mise en œuvre et s'assurer que les injustices liées à la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants sont compensés par une fourniture plus efficace de services locaux.

#### **Encadré 4 Les recommandations concernant les politiques pour augmenter la légitimité des autorités étatiques<sup>48</sup>**

1. Utiliser des mécanismes consultatifs locaux pour planifier les interventions dans la région
  - a. Le Cadre de Concertation sur la migration forme un point d'entrée sur les problèmes de migration
  - b. La Commission Consultative régionale de l'administration territoriale (COCORAT) et le point d'entrée pour des questions plus larges de développement et de décentralisation
  - c. Les comités d'observatoire commun de GIZ recueillent des informations sur la manière dont les communautés locales ont été touchées par les migrations et proposent des mesures pour remédier à la situation
2. Investir dans la décentralisation et la prestation de services
  - a. Former les acteurs de la gouvernance locale à la bonne gouvernance et aux pratiques comptables
  - b. Encourager la mise en œuvre de l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT) et le transfert direct de compétences et de ressources
  - c. Investir dans une plus grande transparence dans le transfert des contributions des entreprises de l'État central au niveau local

<sup>47</sup> Il s'agit notamment de la construction de nouvelles infrastructures (rues, hôpitaux, écoles), de l'amélioration de la production et la commercialisation des produits locaux (élevage, produits agricoles, produits artisanaux), de la protection de l'environnement et l'amélioration de la gouvernance locale. Dans son plan, le conseil prévoit un rôle plus important dans la consolidation de la paix. Les autorités visent donc à remédier aux taux croissants de chômage et à atténuer les flux migratoires dans la région.

<sup>48</sup> Voir [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#) pour une exploration plus détaillée de ces recommandations.

3. Travailler avec des partenaires clés pour informer la population locale sur les politiques internationales (migration)
  - a. Tirer parti de la traditionnelle fonction d'information des autorités coutumières
  - b. Utiliser les stations de radio très influentes
  
4. Investir dans l'élaboration d'un plan de reconversion durable et sensible aux conflits
  - a. Appliquer les leçons tirées de la nouvelle compétition de business plans de la Banque mondiale et de la Chambre de commerce
  - b. Appliquer les leçons tirées des articles sur la DDR pour éviter la stigmatisation des passeurs et pour aborder les tensions émergentes entre les bénéficiaires directs et indirects
  - c. S'assurer que le plan est suffisamment financé pour faire la différence

## 4 L'insécurité dans et autour d'Agadez<sup>49</sup>

À côté des préoccupations relatives à la légitimité, la nature potentiellement contre-productive des réponses sécuritaires pour prévenir ou contrer l'extrémisme violent mérite une attention accrue. Le PNUD note que «les initiatives qui se concentrent exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État courent le risque de perpétuer des structures de pouvoir néfastes, moteurs évidents des mesures d'extrémisme violent en Afrique» et que «allant de l'avant, il est essentiel, pour avoir des résultats à long terme, que les engagements internationaux en matière de droits de l'homme et de primauté du droit, la participation et la protection des citoyens et la responsabilité des forces de sécurité de l'État soient activement soutenus par tous». <sup>50</sup> La majorité des personnes interrogées ont noté que la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants a entraîné une plus grande insécurité pour les migrants, les habitants d'Agadez et la région d'Agadez en général. Des décisions plus durables sur la gestion des migrations soutiendraient la capacité de l'Etat nigérien à résoudre ces problèmes de sécurité. Les sections suivantes traitent plus en détail de chacune de ces dimensions d'insécurité.

*Les migrants* sont les premières – et les plus évidentes – victimes du niveau accru d'insécurité. Leur séjour à Agadez et leurs voyages à travers le désert sont devenus plus clandestins, plus coûteux et plus enclins aux violations des droits de l'homme et aux difficultés. Les conditions de vie dans les soi-disant ghettos – où vivent les migrants pendant leur séjour à Agadez – semblent se détériorer. Les ghettos sont décrits comme insalubres et dangereux, surpeuplés et dépourvus de nourriture et de soins de santé. Les personnes interrogées, ayant une connaissance intime de ces ghettos, ont révélé que la pratique en Lybie consistant à retenir les migrants en otage en échange d'une rançon est maintenant également adoptée à Agadez. <sup>51</sup> Pour contourner les forces de sécurité, les trafiquants d'êtres humains ont recours à des itinéraires moins fréquentés. Dans la pratique, cela a entraîné une augmentation du nombre de véhicules

---

49 *Ibid.*

50 Programme des Nations Unies pour le Développement. 2017. 'Journey to Extremism in Africa,' in: *Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, 6.

51 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative et de l'Église catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.



et d'immigrants abandonnés dans le désert.<sup>52</sup> L'OIM a signalé au moins 1091 migrants abandonnés au cours des huit premiers mois de 2017.<sup>53</sup>

L'insécurité s'étend également à la *population d'Agadez*. En effet, de nombreux jeunes hommes armés se sont engouffrés dans le banditisme pour répondre à leurs besoins économiques immédiats.<sup>54</sup> Le banditisme et les braquages sont des phénomènes très anciens dans la région d'Agadez, liés aux conflits interethniques de l'ère des voyages de nomades et à l'insatisfaction plus récente des anciens rebelles au vu de l'offre étatique limitée quant aux possibilités d'intégration militaire et au développement économique régional.<sup>55</sup> Malgré la prévalence historique du banditisme, les personnes interrogées ont noté que cette pratique est devenue beaucoup plus importante ces derniers temps et ont accusé la fermeture des sites d'extraction d'or de Djado et la répression de l'industrie de la migration simultanées.<sup>56</sup> Ces événements ont laissé de nombreux jeunes hommes sans emploi – jeunes hommes ayant accès aux fusils et aux moyens de transport.<sup>57</sup>

Les préoccupations sécuritaires de la *grande région d'Agadez* sont liées à deux périodes d'insurrection séparatiste, entre 1990 et 1995 et entre 2007 et 2009. En outre, la région se trouve à côté du Mali, du Tchad et de la Libye, qui sont instables. Compte tenu de l'augmentation des injustices économiques liées à la mise en œuvre des mesures d'atténuation de la migration, ainsi que des résultats d'une étude récente qui détermine la présence de « plusieurs facteurs structurels dynamiques qui influencent la trajectoire de la radicalisation dans la région d'Agadez », <sup>58</sup> il semble raisonnable d'affirmer que

---

52 *Ibid.*

53 Organisation Internationale pour les Migrations. 2017. 'IOM Niger: Search and Rescue Missions. Migrant Resource and Response Mechanisms,' Aout ; also see: Penney, J. 2017. 'Why More Migrants Are Dying in the Sahara,' *New York Times*, 22 Août ; Aljazeera. 2017. 'Dozens abandoned in Niger desert feared dead,' 27 Juin ; Guilbert, K. 2017. 'Niger Smugglers Take Migrants On Deadlier Saharan Routes - UN,' *AllAfrica*, 8 Aout.

54 Le banditisme et les attaques sur les routes principales autour d'Agadez ont augmenté au cours des derniers mois selon les journalistes de la région. Voir Hadan, I. 2007. 'Agadez: Recrudescence des attaques sur les axes routiers,' *NigerDiaspora*, Juin. Entretien personnel avec représentants de Rimbo Transport Voyageurs and STM Transport. 2017. Agadez, Niger, Juin. Entretien personnel avec anciens passeurs, chef des femmes et HACP. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

55 Much, T. 2017. 'Teda drivers on the road between Agadez and Assheggur: Taking over an ancient Tuareg Caravan Route,' dans: *The Making of the African Road*, eds. Beck, K., Klaeger, C. and Stasik, M., Leiden, Brill, 220–240.

56 Entretien personnel avec un ancien rebelle, un passeur et avec le chef des femmes. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

57 Entretien personnel avec un ancien rebelle, un passeur et avec l'HACP. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

58 McCullough, A., Schomerus, M. and Harouna, A. 2017. 'Comprendre les trajectoires de la radicalisation à Agadez,' London, Overseas Development Institute, 6.

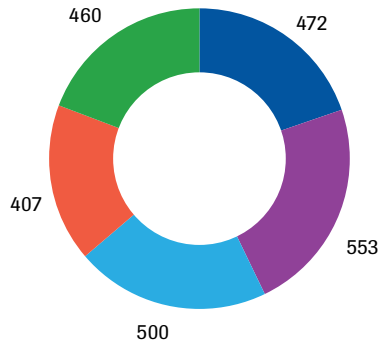
les politiques de migration ne peuvent être mises en œuvre de manière durable sans examiner comment ces mesures affectent la réactivité de l'État pour traiter les injustices civiles, la dynamique potentielle de la radicalisation et le développement économique. Ce rapport a étudié les dynamiques de conflit nécessitant une attention accrue.

### **Encadré 5 La légitimité des forces de sécurité nigériennes**

Les forces de sécurité nigériennes (police, gendarmerie, garde nationale et forces armées) constituent une catégorie spéciale qui nécessite une discussion plus approfondie. Le dessin x montre que relativement peu de personnes interrogées (38 pour cent) accordent une confiance totale à la police. Les forces de police ont également été jugées relativement inutiles en cas de besoin, avec seulement 28 pour cent des personnes interrogées indiquant qu'elles se tourneraient absolument vers la police pour obtenir de l'aide (voir dessin x). Ces conclusions sont pertinentes compte tenu du fait que les actions de la police constituent l'un des principaux aspects visibles des politiques migratoires à Agadez. La mise en œuvre de cette loi a entraîné l'arrestation de plus de 282 chauffeurs et opérateurs de ghetto, ainsi que la confiscation d'au moins 169 pick-up utilisés pour transporter des migrants dans le désert.

Selon les autorités d'Agadez, ces actions ont abouti à «une certaine dégradation de la relation entre les forces de sécurité et la population, en particulier avec les acteurs de l'industrie de la migration». Au-delà d'un sentiment de frustration sur la perte de revenus, les sentiments d'injustice abondent. Dans nos entretiens avec d'anciens passeurs, les personnes interrogées ont exprimé le sentiment qu'elles avaient été prises au dépourvu par la mise en œuvre inopinée de la loi de 2015. À côté des actions policières elles-mêmes, les autorités d'Agadez identifient la corruption de «certains membres des forces de sécurité» comme un facteur supplémentaire qui nuit à la légitimité des forces de sécurité en général et à leur image d'impartialité et d'autorité en particulier.

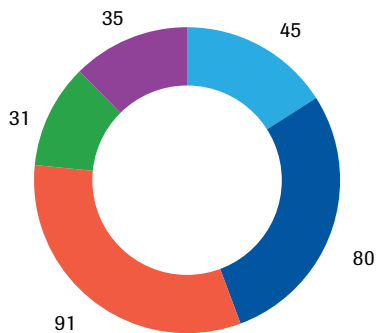
Selon les conclusions d'une table ronde réunissant toutes les autorités compétentes d'Agadez, la manière dont les politiques migratoires sont actuellement mises en œuvre à Agadez ne contribue pas à l'image d'une conduite responsable des acteurs de la sécurité publique et plutôt à une possible augmentation de l'insécurité. Des précautions doivent être prises pour déterminer si les programmes actuels de renforcement des capacités, tels que celui mis en œuvre par EUCAP Sahel, pourraient être utilisés pour répondre à cette préoccupation. Ceci est particulièrement pertinent étant donné que la recherche du PNUD note que les actions répressives du gouvernement constituent un déclencheur transformateur important poussant les individus à risque à rejoindre un groupe armé. La conduite des acteurs de la sécurité de l'État peut ainsi devenir un important accélérateur de recrutement.



**Variation**

- Contacter les médias, par exemple appeler une radio ou écrire une lettre à un journal
- Refuse de payer une taxe ou un impôt
- Contacter un fonctionnaire du gouvernement pour demander de l'aide ou déposer une plainte
- Rejoindre des membres de la communauté pour demander l'intervention des autorités
- Participation à une manifestation ou à une manifestation

**Figure 10 La mesure dans laquelle les répondants se sont engagés dans des activités pour exprimer leur mécontentement**



**Variation**

- Contacter un fonctionnaire du gouvernement pour demander de l'aide ou déposer une plainte
- Contacter les médias, par exemple appeler une radio ou écrire une lettre à un journal
- Rejoindre des membres de la communauté pour demander l'intervention des autorités
- Participation à une manifestation ou à une manifestation
- Refuse de payer une taxe ou un impôt

**Figure 11 La mesure dans laquelle les répondants souhaitent s'engager dans des activités pour exprimer leur mécontentement**

Les données de l'enquête montrent qu'Agadez est relativement stable au niveau micro, même si certains changements pourraient être en cours. La plupart des personnes interrogées ont indiqué qu'Agadez n'a pas de conflits sociaux majeurs (95 pour cent ont indiqué qu'aucun conflit n'avait eu lieu au cours des cinq dernières années) et qu'ils n'ont jamais participé à une manifestation publique pour exprimer leur mécontentement (en moyenne 80 pour cent). Cependant, lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient l'intention de manifester dans le futur, 47 pour cent ont indiqué qu'ils seraient intéressés par au moins l'un des canaux cités pour exprimer leur insatisfaction. Les récentes manifestations dans la ville d'Agadez appuient cette idée.<sup>59</sup> D'autres mouvements indiquent une certaine inquiétude à long terme. La dynamique familiale semble changer: les personnes interrogées ont noté qu'il est devenu plus difficile pour les hommes de se marier ou de le rester.<sup>60</sup> En outre, les données de l'enquête représentent une génération plus jeune qui a moins confiance dans les chefs traditionnels que les générations plus âgées, ce qui soulève la question de savoir à qui ces jeunes se tourneront pour canaliser leur mécontentement.

Pour enquêter sur la possibilité de rencontrer de futures injustices et conflits fondés sur des groupes, l'enquête a également analysé si les différences de genre, d'âge et de groupes ethniques avaient bénéficié différemment de la migration et des politiques migratoires contemporaines. Bien que davantage de personnes interrogées aient ressenti que les Toubou et les Touaregs avaient beaucoup plus bénéficié économiquement de la migration que les autres groupes ethniques,<sup>61</sup> les mesures anti-traffic ont été perçues de manière égale pour tous les genres, les groupes d'âge et les groupes ethniques. Les données d'enquête sont moins cohérentes. Bien que certains répondants ont noté que la mise en œuvre de la loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 a même créé un sentiment de solidarité entre ces Toubou et Touareg en les regroupant en tant que cibles des mesures répressives, des autres répondants ont noté que les Toubou sont plus visés que d'autres groupes ethniques, un fait qui pourrait

---

59 En ce sens, on peut penser à des manifestations contre la fermeture des étals informels résultant d'un projet d'embellissement d'Agadez, des protestations contre la confiscation des camions des passeurs et des manifestations contre la mise en œuvre du Plan de reconversion. Ces manifestations sont discutées en détail dans les deux rapports complémentaires sur la gouvernance locale et les opportunités pour le développement du secteur privé à Agadez.

60 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Nomade. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Depuis 2015, une loi permet le divorce pour ces motifs. Il convient de noter que les hommes touaregs peuvent prendre jusqu'à quatre femmes si leurs revenus sont suffisants.

61 En outre, la majorité des personnes interrogées pensaient que les hommes bénéficiaient plus des dividendes économiques de la migration que les femmes et que les jeunes en profitaient plus que les personnes âgées.

les conduire à une rébellion.<sup>62</sup> Ces résultats répondent à l'inquiétude de certaines personnes interrogées selon lesquelles les retombées potentielles de la violence en provenance de Libye pourraient se rapprocher, en particulier à cause de l'ethnie Toubou, qui contrôle la voie de migration vers la Libye.<sup>63</sup>

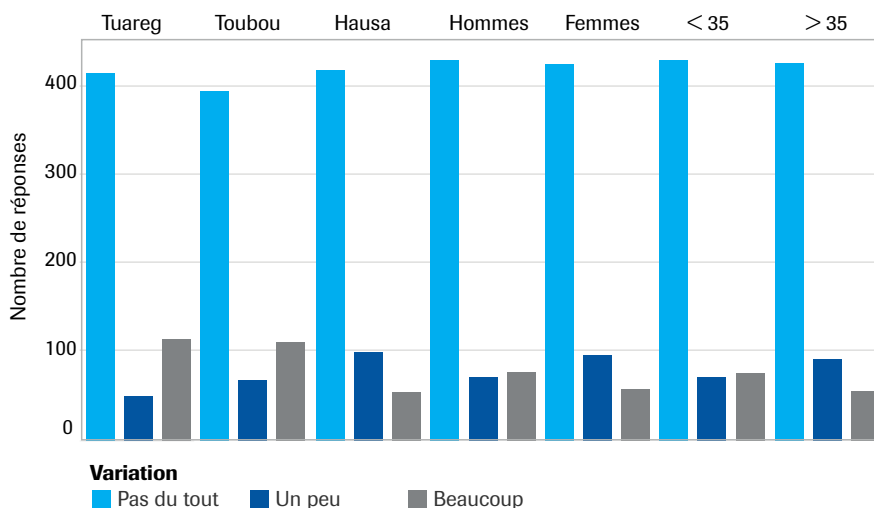


Figure 12 Bénéficiaires des mesures contre le trafic illicite des migrants

62 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Nomade, les représentant du Conseil Régional 3, le chef des femmes et un leader Touareg. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Les données d'enquête montrent que 70.3 pour cent parmi les Toubou exercent des activités économiques liées à la migration (face à 29.5 pour cent de tous les répondants). Les répondants Toubou notent que les politiques gouvernementales restrictives et les opérations de police sont parmi les principaux facteurs qui ont causé la diminution des moyens de subsistance dans leur foyers au cours des cinq dernières années. Nous invitons les lecteurs à explorer plus à fond les données d'enquête avec l'aide de notre [bord interactif](#).

63 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara, un représentant du GLZ, le chef des femmes et un leader Touareg. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

### **Encadré 6 Les groupes ethniques du nord ayant des relations transnationales<sup>64</sup>**

Les Touareg représentent 10 pour cent de la population nigérienne et se concentrent dans la région nord du pays, peu peuplée et appauvrie, entourant Arlit et Agadez. Leurs liens s'étendent aux pays voisins comme la Libye, l'Algérie et le Mali. Les Toubou ne représentent que 0,4 pour cent de la population et vivent principalement dans les zones désertes du nord-est du Niger. Leurs liens tribaux s'étendent à la Libye, au Tchad et au Soudan. Principalement d'origine libyenne, la population arabe représente 0,3 pour cent de la population totale. Dans la ville d'Agadez, elle gravite aux alentours du quartier de Dagamanet.

Les deux groupes ethniques se sont accordés de manière informelle sur la division du territoire et des trésors de guerre dans la région d'Agadez. Les Toubou contrôlent l'axe libyen du commerce de la migration et les routes de transport vers les mines d'or Djado. Les Touareg contrôlent l'axe algérien et les routes vers les mines d'or de Tchinchaden. Quand le conflit éclate, c'est habituellement entre des passeurs individuels. Les Arabes sont connus dans le commerce transfrontalier des produits agro-alimentaires en provenance de Libye et d'Algérie, ainsi que pour leur participation au trafic de stupéfiants. Étant donné leur pouvoir économique croissant, ils ont étendu leurs activités commerciales en investissant dans les transports, les hydrocarbures, et le secteur des BTP.

La rébellion de 2007-2009 a débouché sur l'intégration de nombreux leaders Touareg dans l'État. À l'échelle nationale, l'actuel Premier ministre est touareg. Au niveau local, le président du Conseil régional et le maire d'Agadez sont tous deux touareg. Plusieurs arabes nantis ont forgé des relations politiques importantes par le biais de contributions financières et de nominations politiques de haut rang. Les Toubou ne bénéficient pas d'autant d'appuis politiques.

Les autorités régionales craignent la propagation de l'insécurité à Agadez. En 2014, le Conseil régional a créé un comité de la paix pour éviter que les conflits entre les groupes Toubou et Touareg ne se répandent de Libye à Agadez. Ce comité réunit tous les leaders tribaux concernés pour discuter et servir de médiateurs concernant les conflits potentiels de façon consensuelle. La simple existence du comité témoigne de l'impression qu'ont les autorités locales de devoir surveiller et de mesurer la dynamique

---

64 Les principales ethnies au Niger sont Haoussa (53 pour cent), Zarma-Sonrai (21,2 pour cent), Touareg (10,4 pour cent), Fula (9,9 pour cent), Kanuri Manga (4,4 pour cent), Toubou (0,4 pour cent), Arabe (0,3 pour cent), Gourma (0,3 pour cent) et autres (0,2 pour cent). Institut national de la statistique. 2012. 'Structure de la population', Niamey.

potentielle des conflits constamment. Un membre du Conseil a également noté qu'il ne sait pas combien de temps le comité sera en mesure de servir efficacement de médiateurs pour les conflits, étant donné que les autorités locales sont incapables de fournir des solutions de rechange économiques pour remplacer le trafic et ont perdu une partie de leur légitimité, en particulier chez les Toubou.<sup>65</sup> Étant donné que les projecteurs internationaux ont été tournés sur Agadez, il semble opportun de s'écarter des efforts visant à criminaliser les jeunes hommes et de commencer à réfléchir aux moyens d'investir dans le développement durable et à l'efficacité accrue de la prestation de services locaux pour traiter les injustices locales.<sup>66</sup>

### **Encadré 7 Les recommandations pour aborder les questions sécuritaires**

1. Investir dans la sécurité des communautés et des migrants
  - a. Développer les programmes de formation EUCAP Sahel pour couvrir ces problèmes
  - b. Intégrer les mesures de sauvetage des migrants dans la mise en œuvre des politiques anti-migration
  - c. Travailler avec les autorités coutumières pour identifier les violations des droits humains des migrants
2. Investir dans la gestion des conflits ascendants
  - a. Utiliser un bilan éprouvé du Comité de la paix pour gérer les conflits interethniques
  - b. Développer le travail du Comité de la paix pour identifier les injustices et les possibilités d'interventions
3. Concevoir des interventions pour la migration sensibles aux PEV / CEV
  - a. Reconnaître que les politiques de migration ont le potentiel de lutter contre l'extrémisme violent
  - b. Identifier les effets néfastes des politiques de migration pour les communautés locales et les aborder
  - c. Adopter une prise en charge holistique de la gestion des migrations parmi les préoccupations importantes de stabilité

65 Entretien en ligne avec un Responsable du développement régional à Agadez. Août 2017.

66 Les autorités d'Agadez souhaiteraient un changement, car elles soulignent que, étant donné que la loi relative au trafic illicite de migrants a été mise en œuvre sans que de nombreux acteurs de la migration comprennent l'illégalité de leur conduite, une manière de procéder serait de libérer les personnes actuellement détenues et d'investir davantage dans les campagnes d'information et trouver des alternatives économiques au trafic. Commune d'Agadez. 2016. 'Rapport de la table-ronde sur la problématique de la migration dans la commune urbaine d'Agadez,' Octobre.

# Conclusion

Après l'effondrement du tourisme à la suite d'attaques terroristes et d'enlèvements dans la région, et de la fermeture récente des mines d'uranium et d'or dans le nord du Niger, les efforts de l'UE pour faire face à la migration irrégulière sont le dernier ajustement structurel pour les habitants d'Agadez. Bien que la population affiche une résilience remarquable face à un contexte en constante évolution, la frustration, l'injustice et le désespoir général sont palpables sur les rues d'Agadez. Les politiques de migration qui ne tiennent pas compte du contexte général menacent ainsi de compromettre l'un de leurs propres objectifs, d'investir dans le développement pour résoudre les causes profondes de la migration. À ce jour, l'investissement massif du financement du développement international dans les politiques anti-migrations n'a pas amélioré l'état économique de la population.

Comme soutenu ailleurs, l'arrêt de la migration est devenu l'objectif des politiques de développement actuelles.<sup>67</sup> Les futures politiques de migration doivent être conscientes de la situation géographique d'Agadez au milieu de l'instabilité et des injustices économiques accrues liées aux mesures d'atténuation des migrations.<sup>68</sup> Les politiques de migration ne peuvent être mises en œuvre de manière durable, à moins que les mesures affectant la réactivité de l'état et la dynamique potentielle de la radicalisation et du développement économique ne soient mieux comprises et prises en compte par les responsables des politiques.

Il est temps de passer à une vision plus holistique et sensible aux conflits de la gestion des migrations dans laquelle la migration est considérée comme l'un des nombreux processus sociétaux. C'est seulement alors que les politiques de migration deviennent vraiment durables à long terme.

---

67 Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen F. 2017. *op. cit.*

68 Cette préoccupation est également exprimée par les autorités de l'État d'Agadez. Voir Commune d'Agadez, *id.*, 9.



# Annexe 1 – Méthode de recherche

Le rapport s'appuie sur une combinaison de données provenant de l'enquête, de groupes de discussion et de données provenant d'entrevues. La première étape exploratoire de la recherche (mai 2017) a consisté à recueillir des données secondaires socioéconomiques et sur les conflits dans la région d'Agadez à travers une enquête sur un échantillon aléatoire de 597 personnes interrogées (population d'Agadez = 118,244,  $z = 1,96$ ,  $ME = 0,04$ ). La randomisation a été assurée grâce au choix aléatoire de 14 quartiers d'Agadez (voir carte). Dans chacun de ces quartiers, les chercheurs ont utilisé la méthode de sélection aléatoire des ménages et des personnes individuelles interrogées au sein de ces ménages, tel qu'utilisé habituellement par l'Afrobaromètre. La répartition des personnes interrogées dans l'enquête se rapproche de la répartition sexospécifique et ethnique dans la région. Néanmoins, et en lieu et place des données récentes du recensement, nous restons très prudents avec l'extrapolation des résultats de notre échantillon à l'ensemble de la population d'Agadez, dans notre discussion sur les données de l'enquête.



Figure 13 Carte des quartiers ayant fait l'objet de l'enquête

L'enquête a permis de recueillir des informations sur les caractéristiques démographiques pertinentes des personnes interrogées, le (sous) secteur ou l'industrie dans lequel elles travaillent, les changements dans l'accès aux moyens de subsistance (tels que les atouts ou les compétences, les activités, les possibilités d'emploi), les changements expérimentés dans l'accès à la gouvernance (tels que l'accès à la sécurité, la justice, la médiation des conflits et la représentation des intérêts) et les changements expérimentés dans le nombre et les types de conflits entre groupes. Bien que les personnes interrogées aient le choix entre « Ne sait pas » et « Refuse de répondre », notre test à deux choix n'a montré aucune signification statistique de ces deux catégories de réponses. Dans notre discussion sur les résultats de l'enquête, nous excluons toutes les réponses « Ne sait pas » et « Refuse de répondre ».

Au cours de la deuxième phase de recherche (juin-juillet 2017), EPGA et Clingendael ont mené 60 entretiens avec des informateurs clés tels que les autorités de l'État, les autorités élues (conseil régional, maire, conseil municipal), les autorités traditionnelles (sultan, chef de quartier, chef de femme), les élites Touareg, Les élites Toubou, les ONG locales et internationales, les leaders religieux, les médias, les membres du secteur privé et les chambres de commerce.<sup>69</sup> De plus, nous avons organisé huit groupes de discussion avec des migrants (deux groupes de discussion), (anciens) facilitateurs de la migration (deux groupes de discussion), des jeunes entrepreneurs (deux groupes de discussion) et des femmes artisans et des producteurs (deux groupes de discussion). Les entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupes ont permis de poursuivre l'exploration des effets de l'industrie de la migration et des mesures d'atténuation des migrations sur Agadez. En outre, ces entretiens ont permis d'identifier les secteurs potentiels de croissance économique et les initiatives ascendantes qui pourraient être soutenues pour la stabilité et le développement économique d'Agadez.

---

69 Les personnes interrogées ont répondu sous couvert d'anonymat étant donné la nature délicate du sujet de l'étude.

# Bibliographie

Adejour, A., Boulton, A. and Levin, M. 2010. 'Promoting integration through mobility: Free movement under ECOWAS,' Research Paper No. 150, Haut-Commissariat des nations Unies pour les Réfugiés.

Aljazeera. 2017. 'Dozens abandoned in Niger desert feared dead,' 27 Juin.

Benattia, T., et al. 2015. Irregular Migration Between West Africa, North Africa and the Mediterranean, Paris, Altai Consulting.

Brachet, J. 2012. 'Movements of People and Goods: Local Impacts and Dynamics of Migration to and through the Central Sahara,' in: Saharan Frontiers: Space and Mobility in Northwest Africa, eds. Scheele, J. and McDougall, J., Bloomington, Indiana University Press.

Commune Urbaine d'Agadez. 2016. 'Rapport de la Table-ronde sur la problématique de la migration dans la commune urbaine d'Agadez.' Octobre 2016.

Diallo, I. 2017. 'Agadez : La colère des acteurs de la migration,' NigerDiaspora, 28 Aout.

Commission Européenne. 2016. 'Document d'action du Fonds fiduciaire de l'UE Identification - Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez (PAIERA),' Décembre, [https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/action-document-tunisie-action-fiche-20161216\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/action-document-tunisie-action-fiche-20161216_fr.pdf) (consulté en Septembre 2017).

Commission Européenne. 2017. 'Fourth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' June, Strasbourg, [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/4th\\_progress\\_report\\_partnership\\_framework\\_with\\_third\\_countries\\_under\\_european\\_agenda\\_on\\_migration.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/4th_progress_report_partnership_framework_with_third_countries_under_european_agenda_on_migration.pdf) (consulté en Septembre 2017).

Commission Européenne. 2017. 'Fifth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' September, Brussels. [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage\\_en/31673/Fifth%20Progress%20Report%20on%20the%20Partnership%20Framework%20with%20third%20countries%20under%20the%20European%20Agenda%20on%20Migration](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/31673/Fifth%20Progress%20Report%20on%20the%20Partnership%20Framework%20with%20third%20countries%20under%20the%20European%20Agenda%20on%20Migration) (consulté en Septembre 2017).

Commission Européenne. 2016. 'Second Progress Report: First Deliverables on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' Décembre, Bruxelles.

Service européen pour l'action extérieure. 2017. 'Signature d'une convention avec la HACP, et lancement de divers programmes de soutien à la région d'Agadez, dans le cadre du Fonds Fiduciaire d'urgence,' Janvier, [https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/19168/signature-dune-convention-avec-la-hacp-et-lancement-de-divers-programmes-de-soutien-la-region\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/19168/signature-dune-convention-avec-la-hacp-et-lancement-de-divers-programmes-de-soutien-la-region_fr) (consulté en Septembre 2017).

Guilbert, K. 2017. 'Niger Smugglers Take Migrants On Deadlier Saharan Routes - UN,' AllAfrica, 8 Aout.

Guilmoto, C.Z. and Sandron F. 2003. Migration et développement, Paris, La Documentation Française.

Organisation Internationale pour les Migrations. 2016. 'Statistical Report, Niger Flow Monitoring Points (FMP),' Décembre.

Organisation Internationale pour les Migrations. 2017. 'IOM Niger: Search and Rescue Missions. Migrant Resource and Response Mechanisms,' Aout.

Organisation Internationale pour les Migrations. 2017. 'Rapport sur les points de suivi des flux de population—Niger,' Mai.

Institut National de la Statistique. 2012. 'Structure de la Population,' Niamey.

Malakooti, A. 2015. Migration Trends Across the Mediterranean, Paris, Altai Consulting and IOM.

McCullough, A., Schomerus, M. and Harouna, A. 2017. 'Comprendre les trajectoires de la radicalisation à Agadez,' London, Overseas Development Institute.

Ministerie van Buitenlandse Zaken. 2017. 'Antwoorden van de Minister van Buitenlandse Zaken, mede namens de staatssecretaris van Veiligheid & Justitie en de Minister voor Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, op vragen van de leden Van Dijk en Karabulut (SP) over migratie via Niger' [Réponses du Ministre des Affaires étrangères, en partie au nom du secrétaire d'État à la sécurité et à la justice et du Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, aux questions des membres de Van Dijk en Karabulut (SP) concernant la migration via le Niger], Septembre.

- Molenaar, F. 2016. 'Irregular migration and human smuggling networks in Niger,' CRU Report, The Hague, Clingendael.
- Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen F. 2017. 'Turning the Tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya,' CRU Report, The Hague, Clingendael.
- Much, T. 2017, 'Teda drivers on the road between Agadez and Assheggur: Taking over an ancient Tuareg Caravan Route,' in: The Making of the African Road, eds. Beck, K., Klaeger, C. and Stasik, M., Leiden, Brill.
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques. 2008. Interview with Mr. Guy-Michel Bolouvi, Paris.
- Pellerin, M. 2017. 'Beyond the "Wild West." The Gold Rush in Northern Niger,' Briefing Paper, Small Arms Survey, Geneva.
- Penney, J. 2017. 'Why More Migrants Are Dying in the Sahara'. New York Times, 22 August.
- République du Niger. 'Loi 2015-36 Relative au Trafic Illicite de Migrants.'
- République du Niger. 2015. 'Brochure d'information sur la décentralisation au Niger.'
- République du Niger. 2010. 'Ordonnance N° 2010-54 portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger.'
- République du Niger. 2016. "Décret Présidentiel du 26 Janvier : Décret 2016-075 portant transfert des compétences et des ressources de l'état aux communes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'environnement.'
- Sandor, A. 2016. '4x4s', in: Making Things International: Catalysts and Reactions, ed. Salter, M., Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Tinti, P. and Reitano, T. 2016. Migrant, Refugee, Smuggler, Saviour, London, Hurst.
- Tinti, P. and Westcott, T. 2016. 'The Niger-Libya corridor. Smugglers' perspectives,' Institute for Security Studies.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. 2017. 'Journey to Extremism in Africa', in: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. 2016. 'Shattered dreams: Returning migrants in Agadez tell their stories,' Juin, <http://www.unocha.org/story/shattered-dreams-returning-migrants-agadez-tell-their-stories> (consulté en Septembre 2017).